

Questions au Feuilleton

M. Tardif: Dans le hansard, on mentionne, au préambule de mon intervention:

La nécessité de réduire les quotas

La réalité, c'est la nécessité de . . .

M. le Président: Non. Ce n'est pas ce que j'ai demandé. C'était dans une question rapportée dans le hansard, ou est-ce que c'était dans le titre d'une déclaration aux termes de l'article 22 du Règlement que le député a donnée?

M. Tardif: Dans le titre.

M. le Président: Dans le titre. Merci. Le député sait très bien qu'il a, par ce commentaire-ci, corrigé le compte rendu. Mais je vais vérifier le titre avec le hansard, comme il l'a dit.

* * *

[Traduction]

LE CODE CRIMINEL

MODIFICATION CONCERNANT LES LOTERIES

L'hon. Otto Jelinek (au nom du ministre de la Justice), demande à présenter le projet de loi C-81, tendant à modifier le Code criminel (loteries).

M. le Président: Le ministre est-il autorisé à présenter le projet de loi?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée, le projet de loi est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

[Français]

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. David Kilgour (secrétaire parlementaire du ministre des Relations extérieures): Monsieur le Président, je répondrai aujourd'hui aux questions n^{os} 130 et 415.

[Texte]

LES PERSONNES EXEMPTES À L'EMPLOI DU MINISTRE D'ÉTAT (DÉVELOPPEMENT SOCIAL)

Question n^o 130—**M. Rodriguez:**

1. Entre le 1^{er} avril et le 17 septembre 1984, combien le cabinet du ministre responsable du Développement social a-t-il dépensé?

2. A-t-on dépassé le budget prévu et, dans l'affirmative, de combien?

3. Au cours de la même période, combien de personnes exemptes, y compris celles embauchées aux termes d'un marché de services personnels, le ministre a-t-il employées et quels sont leurs nom, date de nomination et traitement?

L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor):
1. \$326,288. 2. Non.

Nom	Date de nomination	Traitement
Ablett, Joan	10-09-82	jusqu'à \$36,729
Hill, Alice	04-07-84	" " 36,729
McCurrach, Mary Ellen	14-05-84	350 par semaine

Dewit, Antoinetta	12-09-83	jusqu'à \$36,729
Dickson, Jennifer	25-10-82	" " 36,729
Grauer, Cynthia	10-09-82	" " 36,729
Hearn, Christine	10-09-82	" " 36,729
Parkinson, David	19-09-83	" " 36,729
Hendren, Dove	12-09-83	" " 36,729
Hendrickson, Beverly Anne	01-10-82	" " 36,729
Martin, David	12-09-83	" " 36,729
Sauvé, Pauline	10-09-82	" " 42,850
Scott, Florence	14-05-84	350 par semaine

Du 1^{er} avril au 17 septembre 1984, il n'y a eu aucun marché de services personnels. Au cours de la même période de temps, les personnes ci-haut mentionnées étaient employées à titre de personnes exemptes. Notons que la plupart de ces employés ont suivi le ministre de son ancien porte-feuille; ce qui explique que leurs dates de nomination précèdent celle du ministre au Développement social.

LA RESTAURATION DE LA CITADELLE DE HALIFAX (N.-É.)

Question n^o 415—**M. Robichaud:**

1. Le ministère de l'Environnement avait-il prévu des fonds pour la restauration de la Citadelle de Halifax et, dans l'affirmative, combien?

2. A-t-on réduit ces fonds et, dans l'affirmative, a) quels groupes ont été consultés avant de prendre une décision, b) le ministre d'État (Tourisme) a-t-il été consulté par le ministre de l'Environnement?

3. a) Affectera-t-on des fonds en 1986 pour terminer les travaux, b) combien de personnes travaillaient sur le chantier avant l'arrêt des travaux, c) combien de personnes ont été mises à pied à la suite des compressions budgétaires, d) le ministère remplacera-t-il les emplois perdus?

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): 1. Oui. Pour 1985-1986, la dixième année d'un programme de restauration de 29.4 millions de dollars à la Citadelle, la somme de 5.1 millions de dollars avait été affectée.

2. Oui. Les dépenses additionnelles ont été reportées le 1^{er} avril 1985. a) Des hauts fonctionnaires du ministère. b) Non.

3. a) Non. Cependant, le 3 mai 1985 la ministre de l'Environnement et la Société des amis de la Citadelle ont signé un Exposé d'intention par lequel les coûts des restaurations additionnelles seront partagés. Le ministère de l'Environnement contribuera des fonds en 1986-1987 selon les termes de l'Exposé si la Société rassemble \$500,000 ou plus. b) 73 (49 permanents et 24 nommés pour une période déterminée). c) 33 (20 permanents et 13 nommés pour une période déterminée). d) Des 20 employés permanents qui ont été mis à pied, 19 ont trouvé d'autres postes à Parcs Canada; 9 employés nommés pour une période déterminée ont été réembauchés pour la saison estivale de 1985.

[Français]

M. Kilgour: Je suggère, monsieur le Président, que les autres questions soient réservées.

M. le Président: On a répondu aux questions énumérées par l'honorable secrétaire parlementaire. Les autres questions sont-elles réservées?

Des voix: D'accord.